



**MAIRIE DE NOISY-LE-ROI**  
**78590 NOISY-LE-ROI**  
SERVICES TECHNIQUES

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2026-115**

**RÈGLEMENTATION DU STATIONNEMENT CHEMIN DES PRINCES**

**LE MAIRE** de NOISY-LE-ROI (Yvelines),

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

**VU** le Code Pénal et son article R.610-5,

**VU** le Code de Sécurité Intérieure et notamment son article L.511-1,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié et l'instruction interministériels du 7 juin 1977 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**VU** la demande du 08 juin 2026 de la société DEMENAGEURS BASQUES, de neutraliser deux emplacements de stationnement toute la journée du 29 juin 2026 face à la résidence « Les Princes » à Noisy-le-Roi, dans le cadre d'un déménagement,

**CONSIDERANT** que pour le bon déroulement dudit déménagement, il est nécessaire de réglementer le stationnement Chemin des Princes à Noisy-le-Roi,

**CONSIDERANT** que par nécessité d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes, il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement afin de permettre ledit déménagement,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Toute la journée du 29 juin 2026, 2 emplacements de stationnement seront neutralisés face à la résidence « Les Princes » à Noisy-le-Roi, dans le cadre d'un déménagement.

**ARTICLE 2 :** Il appartient aux services techniques de signaler cette occupation par l'apposition du présent arrêté ainsi que des barrières sur le site, 48 heures avant le début de la manifestation.

**ARTICLE 3 :** Afin de rejoindre le lieu du déménagement situé Chemin des Princes à Noisy-le-Roi, le véhicule de la société DEMENAGEURS BASQUES empruntera l'itinéraire suivant : sortie « Noisy-Centre » depuis la RD307, Hameau Fleury, rue de Verdun, rue Victor Hugo, rue Ernest Tambour, puis Chemin des Princes.  
À l'issue du déménagement, le véhicule quittera les lieux en empruntant le même itinéraire.

**ARTICLE 3 :** Les prescriptions aux articles 1 et 2 feront l'objet d'une matérialisation et d'une signalisation conformes à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 5 :** Madame la Directrice Générale des services, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Noisy-le-Roi et tous les agents habilités sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Cet arrêté sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la Mairie de Noisy-le-Roi et copie sera adressée :

- A la société DEMENAGEURS BASQUES,
- A Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi,
- Au Service de la Police Municipale de Noisy-le-Roi.

Fait à Noisy-le-Roi, le 17 juin 2026,

Le Maire,  
Par délégation,

Affiché le :

21/06/2026

Je soussigné, Christophe MOLINSKI, Maire de Noisy-le-Roi,  
certifie le caractère exécutoire du présent arrêté.  
Le Maire, Christophe MOLINSKI

Antoine BOUCHER,  
Directeur des services techniques

***DIFFUSION :***

- *Société DEMENAGEURS BASQUES*
- *La Police Municipale*
- *Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document*

